

LES JOURNALISTES AUTONOMISTES TANANARIVIENS DE 1945 A 1956



par

Lucile RABEARIMANANA

Le lendemain de la seconde guerre mondiale voit l'éveil des peuples colonisés à la vie politique de leur pays. Dans les colonies françaises comme Madagascar, les premiers partis politiques sont créés à partir de 1946, à l'occasion des élections législatives. Ils sont aidés par une presse débordante d'activité qui pénètre partout où elle peut, pour sensibiliser les autochtones aux problèmes surtout politiques. Mais le rôle de cette presse se trouve encore accru lorsque, après l'insurrection de 1947, les partis sont soit dissous, soit pratiquement réduits au silence et que la répression s'abat sur les politiciens. Les journalistes nationalistes continuent alors les revendications d'indépendance contre vents et marées. Constituant les seules structures de lutte, ou presque, du nationalisme, ils sont les porte-parole de ce mouvement et contribuent à la formation politique des autochtones, dont la plupart ont beaucoup à apprendre dans ce domaine. Ainsi jusqu'en 1956 où les conditions politiques changent quelque peu avec l'application de la Loi-Cadre, les journalistes autonomistes occupent une place de premier plan sur la scène politique tananarivienne voire même nationale. Ils assument un rôle difficile à remplir, à une période encore proche de l'insurrection, où les auteurs de toute activité politique anticoloniale sont inlassablement poursuivis par l'administration.

Journalistes, politiciens : entre 1945 et 1956, la distinction est souvent difficile, surtout pour ceux qui militent pour l'indépendance ; il s'agit avant tout de politiciens, mais sous la pression des événements et de la situation consécutive à l'insurrection, ils sont obligés — pour pouvoir militer et s'expri-

mer — de devenir journalistes (1). Par leur origine sociale commune et la formation reçue. d'une part, ils forment un groupe social homogène. D'autre part, l'idéologie globale qu'ils développent et diffusent dans leurs écrits montre aussi leur appartenance à un groupe commun : recherche du statut d'Etat libre au sein de l'Union française pour Madagascar, attachement à la civilisation française, anticommunisme permanent (2), tels sont les grands traits de l'idéologie de ces journalistes autonomistes tananariviens. Ils montrent en premier lieu l'origine sociale du groupe : les milieux bourgeois de la Capitale.

I. LES JOURNALISTES AUTONOMISTES : DES FILS DE LA BOURGEOISIE TANANARIVIENNE

Les journalistes formant les équipes rédactionnelles des hebdomadaires et quotidiens les plus répandus à l'époque (3) comme *Fandrosoam-baovao* (4), *Fahaleovantena*, *Gazetin'ny Malagasy*, *Malagasy Vaovao*, *Antson'ny Nosy*, *Maresaka*, *Kintan'i Madagasikara* sont issus de milieux sociaux relativement restreints. Certains, comme Charles Rajoeliso, un des rédacteurs du *Fandrosoam-Baovao*, le docteur Maurice Andriamampianina, Arsène Ramahazomana respectivement directeur de publication et directeur politique des journaux *Fahaleovantena*, *Gazetin'ny Malagasy* et *Malagasy Vaovao*, le docteur

(1) Pratiquement donc, journalistes et politiciens autonomistes sont les mêmes personnes. Ce n'est pas le cas pour les politiciens modérés qui n'exercent, en temps ordinaire, aucune activité journalistique, pouvant « militer » librement dans le cadre de partis non poursuivis par l'administration coloniale comme le PADESM. Le groupe des politiciens est ainsi un groupe plus large que celui des journalistes autonomistes, celui-ci étant englobé dans le premier.

(2) L'équipe des journalistes communistes ayant fait paraître successivement pendant cette période *Fraternité* — *Fihavanana*, *Tenimiera*, *Lalam-Baovao*, *Imongo Vaovao* a été volontairement laissée de côté dans cette étude. Elle est issue des mêmes milieux sociaux que les journalistes autonomistes. Mais leurs idées politiques, leurs relations avec les pays de l'Est et le parti communiste français entraînent leur éviction du groupe et les violentes critiques que les autonomistes se permettent à leur égard. De même le public de lecteurs surtout en province, sont méfiants à leur égard sous la pression de l'Eglise et de l'Administration.

(3) Cela peut se vérifier par leur tirage, leur durée de parution, l'étendue de leur zone de diffusion. Même si ces journaux ne font pas l'objet direct de notre étude, il paraît utile de signaler qu'un tirage de 2 500 exemplaires constitue, pour les journaux d'opinion de l'époque une bonne moyenne. Ce tirage varie sensiblement entre 1945 et 1956, diminuant progressivement après l'insurrection et s'accroissant assez rapidement à partir de 1955 avec les élections qui se déroulent alors et grâce à un contexte politique nettement plus favorable. Quant à la diffusion géographique de la presse autonome, suivant les journaux, elle se fait entre 50 % et 75 % dans la Capitale même et sa région. Pour plus amples informations, se reporter à l'ouvrage suivant de l'auteur : « La presse d'opinion à Madagascar de 1947 à 1956. Contribution à l'histoire du nationalisme malgache du lendemain de l'insurrection à la veille de la Loi-Cadre ». Paris-Antananarivo, 1978.

(4) Etudié par l'auteur dans : « Un grand journal d'opinion malgache : *Ny Fandrosoam-Baovao* ».

Lala Rasamoely, responsable du *Kintan'i Madagasikara*, sont les descendants de grandes familles aristocratiques de l'ancienne monarchie merina et comptent aussi parmi les aïeux d'illustres intellectuels d'avant la colonisation. Les autres ne viennent pas de couches sociales plus modestes en général : fils de médecins, d'hommes d'affaires ou de fonctionnaires de la Capitale, ils sont souvent eux-mêmes intégrés dans les milieux d'affaires. Et non seulement par leur famille d'origine mais aussi par leurs occupations habituelles les journalistes autonomistes appartiennent aux milieux sociaux aisés sinon riches de la Capitale. Certains sont de gros commerçants se livrant au trafic de toutes sortes de produits à travers le pays, possédant des agents dans les villes de province, dans les ports, s'associant parfois à des commerçants français. D'autres, imprimeurs de leur état, comme Ralarijaona, Arsène Ramahazomanana gagnent correctement leur vie de ce fait et ne se heurtent pas à des problèmes d'impression pour leurs journaux. D'autres encore, membres de professions libérales ou médecins vivent dans l'aisance grâce à la clientèle qu'ils ont pu acquérir. En réalité, ces journalistes autonomistes sont des politiciens nationalistes, aisés dans leur ensemble qui, pour pouvoir mieux s'exprimer et influencer le public, s'adonnent aussi au journalisme, avec tous les risques que cela comporte pour eux. Des journalistes politiciens issus des milieux de la bourgeoisie de la Capitale, mais qui forment un groupe particulier, original à cause de ses activités politiques pendant cette période mouvementée de l'histoire du nationalisme, de ses conditions d'existence rendues précaires par une administration coloniale utilisant tous les moyens pour neutraliser ses adversaires politiques.

Leur milieu social d'origine confère aussi aux journalistes autonomistes une formation intellectuelle relativement poussée pour l'époque. Si certains n'ont pu atteindre dans l'enseignement général que le C.E.S.D., qui était le diplôme le plus élevé mis à la portée des indigènes, d'autres ont pu parvenir jusqu'à la fin des études médicales, ou recevoir une formation d'enseignant en obtenant le C.A.E. Mais de toute manière, ces journalistes n'ont cessé de parfaire leur formation par des études personnelles et permanentes — de comptabilité, de droit, d'histoire, de sciences économiques..., si bien que la plupart peuvent étaler une large culture occidentale acquise dans les livres et les revues qui leur parviennent (5). Une large culture occidentale qui n'est pas sans influencer leur mode de vie bien entendu, mais aussi leur idéologie, l'attachement qu'ils témoignent à l'égard de la civilisation occidentale en général, française en particulier. Certains jouissent même de la citoyenneté française, ce qui ne les empêche nullement de revendiquer l'indépendance de Madagascar.

Un trait remarquable aussi, concernant les études poursuivies par ces journalistes, est le rôle primordial joué par les missions protestantes dans leur

I. Des conditions de vie exceptionnelle. *Omalý sy Anio* N° 9, janvier-juin 1979.

II. Un nationalisme modéré. *Omalý sy Anio* N° 11, janvier-juin 1980.

(5) L'équipe rédactionnelle du *Fandrosoam-Baovao* reçoit un certain nombre de revues par échange de son journal. Celle du *Gazetin' ny Malagasy* est aussi abonnée à des journaux comme le *Figaro* et *l'Aube*.

éducation. Issus de familles protestantes comme bon nombre des membres des milieux aisés de Tananarive, ils ont puisé leur instruction et leur éducation en général dans les écoles protestantes. Certains parmi eux sont d'anciens instituteurs de ces mêmes établissements, ou bien assument de hautes responsabilités dans les grands temples de la Capitale (6). Tout cela n'est pas sans influencer l'idéologie du groupe social. « ... le protestantisme malgache fut assurément, du moins en Imerina, à l'origine du nationalisme et de la lutte pour l'indépendance. Protestantisme et nationalisme ont pu se confondre au début du XXème siècle dans l'esprit des élites de la Capitale » (7). Cette affirmation de Vincent Belrose est valable pour le début de ce siècle, mais elle l'est autant pour la période 1945-1956 quoiqu'il faille y apporter les nuances nécessaires, bien entendu. L'église protestante malgache en tant qu'institution n'a pas proclamé ouvertement son soutien à la cause de l'indépendance. Mais certains pasteurs comme Ravelojaona ou Johanès Rakotovoà se sont illustrés par leur participation directe au mouvement d'émancipation. En outre, aussi bien dans la Capitale que dans le pays betsileo et dans l'extrême-Sud, les pasteurs ont constitué les cadres du M.D.R.M. et du P.D.M.

Cependant même si ces journalistes autonomistes bénéficiaient d'une large culture occidentale, aucun d'entre eux n'a reçu de formation spécialisée. Il n'était pas encore question d'une telle formation pendant la colonisation. Il n'existait pas non plus à l'époque de journalistes professionnels n'exerçant que cette activité en permanence, vu la précarité des conditions d'existence des journaux. Cela ne les empêche cependant pas de faire paraître des journaux dignes de ce nom aussi bien par la qualité de la présentation que par la valeur intellectuelle des articles.

Mais ce qui fait l'originalité de ce groupe social des journalistes autonomistes au sein des milieux de la bourgeoisie de la Capitale c'est en particulier la précarité de ses conditions d'existence. Tout d'abord, il est incontestable que dans un pays où la presse en général ne peut se diffuser que dans un cadre social et géographique étroit (8), les journaux se heurtent à toutes sortes de problèmes matériels pour paraître : une situation financière souvent déplorable du fait de la difficulté du recouvrement du montant de la vente des exemplaires, de l'insuffisance voire de l'inexistence des ressources provenant de la publicité. Les saisies de numéros ou les suspensions de parution fréquentes entre 1947 et 1956 s'ajoutant à cela, il n'est pas étonnant que la grande majorité des journalistes soit obligée d'exercer par ailleurs des activités lucratives pour vivre.

Des conditions d'existence difficiles surtout à cause de l'action d'une administration coloniale décidée à mater tout mouvement politique favorable à

(6) Citons le cas de Gabriel Razafintsalama qui s'occupait entre autres de la trésorerie du temple de Faravohitra sans oublier Charles Rajoeliso qui devient, en 1951, pasteur du temple de Fiadanana.

(7) Belrose-Huyghues (V.), *Histoire de la pénétration protestante à Madagascar jusqu'en 1827*. Paris, Antananarivo, 1978.

(8) Rabearimanana (L.), *op. cit.*, pp. 160 à 179.

l'autonomie et à l'indépendance. Les journalistes autonomistes sont ainsi « constamment menacés d'arrestation, de poursuites en justice, d'emprisonnement, seuls ceux qui étaient prêts à affronter tout cela osaient se faire journalistes à l'époque » (9). Le contexte politique n'est en effet, guère favorable à la lutte pour l'émancipation du pays. L'heure est à la répression des nationalistes. Et les journalistes autonomistes constituent – à côté des membres du M.D.R.M. – les premières victimes de celle-ci (10). C'est ainsi qu'en mai 1949, à l'occasion de la visite dans le pays du ministre de la France d'outre-mer, Coste Floret, « les mesures d'ordre ont été prises pour cette manifestation, et la suspension des journaux les plus violents (11) a rassuré les inquiétudes qu'avait fait naître, pendant ces dernières semaines, l'audace des feuilles nationalistes et communistes ». Et le rapport continue ainsi : « l'arrestation préventive du docteur Maurice Armand Ramahazomanana et de Arsène Ramahazomanana a surpris et n'a pu que confirmer les leaders nationalistes dans l'attitude de prudente expectative qu'ils avaient adoptée... » (12). D'une manière générale, les journalistes souffrent d'une sévère répression qui ne se relâche qu'après 1955, lorsque l'atmosphère politique se détend. Les arrestations sont fréquentes, ainsi que les poursuites en justice, toujours pour le même motif : diffusion de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public. C'est ce qui arrive par exemple à Arsène Ramahazomanana lorsqu'en 1951 et en 1952, il expose les conditions de détention des prisonniers politiques M.D.R.M. d'Ankazondrano à Fianarantsoa. Ils peuvent aussi être arrêtés pour reproduction d'articles parus dans des périodiques métropolitains. Certains parmi ces derniers, qui peuvent circuler sans problème en France, sont prohibés à Madagascar (13). Enfin, leurs journaux peuvent être saisis – même si la censure sévit déjà – ce qui, à côté des arrestations et emprisonnements des rédacteurs entraîne des difficultés financières qui ne peuvent être surmontées que grâce à l'apport pécuniaire du journaliste sur ses biens personnels. Bref c'est un groupe social particulièrement hardi, qui brave la sévère répression sévissant à l'époque et qui est, de ce fait, pourchassé par l'administration coloniale et mal vu de leurs confrères favora-

(9) Randriamananjara (J.), « Ny Gazetin' ny Malagasy sy ny Malagasy Vaovao 1949-1957 », 4 pages dactylographiées, Antananarivo, 1976.

(10) Sont appliqués contre les journalistes le « décret Cayla » qui réprime « les actes et manœuvres de nature à provoquer la haine du gouvernement français », et le « décret de Coppet » datant de 1947 qui stipule qu'« en raison des troubles graves qui ont motivé la proclamation de l'état de siège dans une partie du territoire, le Haut-Commissaire peut, à titre exceptionnel, prendre toutes mesures tendant à restreindre la liberté de presse et de réunion... ».

(11) Il s'agit du *Gazetin' ny Malagasy* et du journal de l'équipe des communistes.

(12) Synthèse de la presse malgache du 30 avril au 7 mai 1949. Direction des Affaires politiques, D 824, Archives de la R.D.M.

(13) C'est le cas de la *Défense*, de *France Nouvelle*, de certains numéros du *Monde*. Notons en outre qu'entre le 10 octobre et la fin de novembre 1948, par exemple, la mise en circulation de 6 tracts nationalistes a été interdite par arrêté du Haut-Commissaire.

bles à la colonisation et à la présence française. *Ny Firaisana* (14) en particulier ne reconnaît pas en eux les porte-parole du peuple malgache et pense qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes (15). Quant à l'administration, elle suit de près les activités et les dires de chacun des journalistes, sur qui sont périodiquement établis des rapports, et qui sont toujours surveillés par des agents de la Sûreté générale. C'est ainsi que, par exemple, un renseignement confidentiel transmis à la Direction des Affaires politiques par le directeur de la Sûreté générale, affirme que « Lala Rasamoely prétend que le gouvernement local a retiré de la Banque de Madagascar 80 kg d'or. Il mentionne à ce sujet que ce retrait est fait dans le but de ruiner Madagascar » (16). Quant à Arsène Ramahazomanana, il est qualifié de « vétéran aigri en matière politique. Il joue le rôle de détracteur pour forcer la main de l'Administration à avoir recours officiellement au conseil du P.D.M. » (17).

Si ce groupe est ainsi sévèrement jugé par les loyalistes et réprimé à chaque occasion par l'administration, présente-t-il du moins un front commun ? Existe-t-il une cohésion à l'intérieur du groupe ? Une solidarité lie les journalistes constituant le groupe des autonomistes. Chaque fois que l'un d'eux est arrêté ou poursuivi en justice, ou qu'un journal de la tendance est saisi ou suspendu, c'est le groupe tout entier qui proteste et qui, en chœur, juge illégale ou injustifiée l'arrestation du journaliste ou la saisie d'un numéro de journal. Les autres journalistes réclament ainsi la libération de leur confrère. La solidarité du groupe se manifeste aussi par l'entraide matérielle qui fonctionne en faveur du membre arrêté et de sa famille. Il existe aussi un syndicat de la presse malgache, dont Gabriel Razafintsalama du *Fandrosoam-Baovao* est le président, de 1952 à 1958 et tous y sont affiliés. Cependant, cette organisation est contrôlée par les journalistes les plus modérés et, en fin de compte, ses interventions en faveur de ses membres sont peu nombreuses et peu efficaces. Finalement, les liens unissant les journalistes autonomistes sont basés surtout des affinités personnelles réciproques et ne se matérialisent sous forme de structures d'organisation que de manière occasionnelle.

Des tentatives de rapprochement plus conséquentes que ces entr'aides officieuses se produisent à l'occasion des campagnes de propagande électorale. A l'occasion des élections municipales du 1er et du 8 avril 1951 par exemple, *Fandrosoam-Baovao* appelle à l'union et à la collaboration entre les tendances politiques qui peuvent se rapprocher afin que soient élus des conseillers municipaux favorables aux intérêts de la masse des Tananariviens (18). Cependant

(14) Ce journal qui paraît de 1947 à 1951 appartient à Pascal Velonjara. Il est secondé par Robert Ramamonjisoa.

(15) *Ny Firaisana* : « Manara dia ny ministra » N° 78 du 6.3.1951.

(16) Renseignement confidentiel, lettre N° 5688, Direction des Affaires politiques, D 816 (A.R.D.M.).

(17) Rapports sur les fokolonona. D 692, Direction des Affaires politiques (A.R.D.M.).

(18) *Fandrosoam-Baovao* N° 279 du 3 mars 1951.

les tentatives de rapprochement n'aboutissent pas à une unité d'action satisfaisante. C'est lors de la campagne de propagande en vue des élections législatives que les appels à l'union abondent. Faisant l'analyse de la situation du pays en 1951, Arsène Ramahazomanana pense que deux blocs se mesurent lors de ces élections : celui des colonialistes et celui des partisans de l'indépendance. L'enjeu est de taille car si ce sont les candidats des premiers qui sont élus, cela voudrait dire que les Malgaches ne veulent pas d'indépendance, ce qui est grave pour les seconds. La situation poussé notre journaliste à souhaiter l'union car si les voix des nationalistes sont dispersées, ce serait la victoire des colonialistes. Aussi persuade t-il ses compagnons de lutte de présenter des candidats communs dans tout Madagascar (19). Lala Rasamoely incite lui aussi les politiciens à œuvrer dans ce sens. Mais finalement ils mènent la bataille électorale séparément et présentent même des candidats différents : l'équipe du *Gazetin' ny Malagasy et Kintan' i Madagasikara* organisent la propagande en faveur du pasteur Ravelojaona, tandis que les équipes du *Antson' ny Nosy* et *Imongo* sont favorables à la candidature de Stanislas Rakotonirina. Ainsi les autonomistes se rendent bien compte qu'il est de leur intérêt de constituer un front commun contre les adversaires de leur cause : l'administration et surtout les Malgaches qu'elle manipule pour le maintien de la colonisation. Mais même si les appels à l'unité viennent spontanément, ils n'aboutissent que trop peu souvent au rapprochement effectif des autonomistes entre eux. Contre le candidat soutenu par l'administration aux élections législatives, Jaonah Ranaivo, qui est effectivement élu — les journalistes autonomistes lancent à tue-tête des critiques acerbes. Ils opposent aussi un front commun à ceux qu'ils soupçonnent de communisme parmi les autres journalistes — l'anticommunisme viscéral de ces journalistes autonomistes ne s'est jamais démenti par la suite (20). La formation qu'ils ont reçue dans les écoles protestantes ainsi que l'idéologie officielle de la colonisation ne sont pas étrangères à cette attitude permanente du groupe des journalistes autonomistes. Ainsi leur origine sociale — ce sont des fils de la bourgeoisie tananarivienne — et leurs conditions d'existence rapprochent les journalistes autonomistes. En outre, aux points communs — l'anticommunisme et la nécessité de lutter contre l'administration coloniale et les colonialistes — s'ajoute aussi, bien entendu, chez les autonomistes la similitude de vue à propos de futur statut de Madagascar.

II. UN NATIONALISME MODÉRÉ

Fondamentalement, en effet, tous ces journalistes autonomistes de Tananarive réclament le retour à l'indépendance du pays et rejettent le régime colonial. Tous dénoncent les méfaits du colonialisme dont sont victimes les Malgaches. « Depuis 1945 à Madagascar, écrit Me Eugène Ratahina, la liberté et la démocratie règnent peut-être. Mais malgré cela, la misère et la dégené-

(19) *Gazetin' ny Malagasy* N° 102 du 30 mai 1951.

(20) Rabearimanana (L.), *art. cit.*, pp. 36-37.

rescence régneront plus longtemps encore...» (21). Mais c'est surtout contre l'indigénat qu'ils s'insurgent, en mettant l'accent sur les méfaits de cette institution sur la mentalité des Malgaches. L'indigénat équivaut à «une méthode d'asservissement et à un régime de terreur. Il empêche les Malgaches de s'exprimer et de dire ce qu'ils ressentent vraiment. Aussi faut-il l'abolir» (22). La situation économique de l'après-guerre, avec la hausse vertigineuse des prix, l'existence d'un marché parallèle, la rareté de certaines denrées de première nécessité, est aussi exposée avec force détails, avec ses conséquences sur le niveau de vie des Malgaches. Ils pensent ainsi que la colonisation est dépassée et que la France, qui a signé la charte de San Francisco conduira ses colonies vers l'indépendance. C'est en tout cas ce que pense la presse pro-M.R.D.M. avant l'insurrection de 1947 (23).

Mais une indépendance pour instaurer quel genre de régime politique ? A ce sujet, la presse autonomiste à ses débuts ne se montre ni suffisamment explicite, ni suffisamment claire. Pour les politiciens et journalistes de l'époque encore vivants de nos jours, il semble que beaucoup aient pensé, sans oser l'écrire de manière directe, à un retour à l'ancien royaume merina. Une affirmation du *Fandrosoam-Baovao* en 1946 peut aussi être interprétée dans le même sens. Nous lisons notamment dans le N° 14 de ce journal que :

« nandritra ny 50 taona, ny fitaovana fampiasa tamin' ny andron' Andrianampoinimerina sy Radama I ihany no mbola ampiasaina sy anaovana... 50 taona no lazaina fa nampandrosoana teto, nefa nahoana no aletsy sy atao lefitra ambany dia ambany daholo ihany ny fonctionnaires malagasy... Izaon' ihany e : ny 50 taona lany teo aloha dia tsy nitondra fandrosoana firy, koa aoka mba hiverina ilay 50 taona teo aloha (24), mba handray ny toerany teo aloha i Madagasikara. Sady eken' ny Firenena rehetra rahateo izany no RARINY koa » (25).

Les 50 dernières années d'avant la colonisation française, c'est-à-dire le régime de la royauté merina, avec son cortège de domination et d'asservissement, tant il est indéniable que leurs aïeux ne devaient pas se trouver du côté des plus faibles ! ce passage du *Fandrosoam-Baovao* sur les 50 dernières années

(21) *Fahaleovantena* : « La vérité se tait », N° 1 du 18 décembre 1946.

(22) *Fandrosoam-Baovao*, N.S. N° 6 du 29 novembre 1945.

(23) Rappelons que la presse M.D.R.M. réclame d'abord une indépendance intégrale et immédiate puis le statut d'Etat libre au sein de l'Union française, auquel se rallie la presse autonomiste après l'insurrection.

(24) C'est nous qui soulignons ce passage.

(25) *Fandrosoam-Baovao* N° 14 du 24 janvier 1946 : « Pendant 50 ans, c'est toujours des outils utilisés du temps d'Andrianampoinimerina et de Radama Ier que l'on continue de se servir... 50 ans qui auraient apporté le progrès ici, mais pourquoi laisse-t-on encore tous les fonctionnaires malgaches à des situations inférieures ?... Il n'y a que ceci : les 50 ans qui viennent de s'écouler n'ont pas apporté beaucoup de progrès, alors, que reviennent les 50 ans qui les ont précédés, pour que Madagascar reprenne la situation qui était la sienne auparavant. Cela est accepté par toutes les autres nations, et ce ne serait que justice ».

de l'indépendance du pays n'est pas isolé. A plusieurs reprises, des journalistes d'avant 1947, trouvent cette période plus florissante pour les Malgaches que le régime colonial. Cette nostalgie de l'ancien royaume merina n'est pas étonnante de la part des descendants des privilégiés de cette époque, même s'ils se défendent d'une telle idée dans leurs écrits. Ainsi pour répondre aux inquiétudes de la presse loyaliste, *Ny Fandrosoam-Baovao* fait remarquer que « la France n'acceptera jamais de conduire Madagascar vers une indépendance qui aboutirait à l'asservissement des côtiers par les Merina. Elle n'acceptera pas ce retour en arrière, c'est quelque chose qui ne pourra jamais se réaliser » (26). Mais cette idée est de moins en moins perceptible dans la presse autonomiste, surtout après l'insurrection. Une évolution dans la pensée politique des journalistes en est certainement la raison, sans méconnaître toutefois le rôle des attaques de la presse loyaliste contre le M.D.R.M., les protestants et les Hova dans leur ensemble dans le façonnement de l'idéologie des nationalistes : ils se rendent compte petit à petit qu'effectivement tout retour à un régime royal est devenu inconcevable et impossible à réaliser à cette époque.

Cependant pendant quelques années encore, la conception du nouvel Etat malgache issu de l'indépendance reste floue. Ce sur quoi les journalistes autonomistes sont unanimes après l'insurrection, c'est sur le statut réclamé pour Madagascar dans l'immédiat : celui d'un Etat librement associé au sein de l'Union Française. Ils ne cherchent ainsi que ce qui est déjà écrit dans la Constitution de la IVème République. Et d'une manière générale, l'on remarque d'ailleurs une modération chez les nationalistes : modération dans les revendications formulées et les voies proposées pour obtenir satisfaction, ce qui n'exclut pas la violence verbale de certains organes comme *Ny Gazetin'ny Malagasy* et *Antson'ny Nosy*. Avant comme après l'insurrection, ils se montrent modérés dans les moyens préconisés pour aboutir à leurs fins puisqu'ils manifestent avant tout leur souci de toujours respecter la légalité. Le ton peut parfois monter lorsque les journalistes sentent que la France pratique une politique immobiliste vis-à-vis des T.O.M. Mais cela ne dépasse jamais les limites de la violence verbale. Ils pensent toujours qu'il ne faut exploiter que les voies légales, les élections en particulier, qui feraient accéder les nationalistes aux institutions importantes de décision comme l'Assemblée Nationale.

« Raha tsinjon' ny vahoaka fa mitondra fahoriana izy na manana alahelo noho ny tsy fizakany ny fahaleovantenany, moa fahendrena ve ny mitanisa fotsiny ny fahoriana, fa tsy mba mitraka sy mijoro amim-pahendrena ? Ny ataonay hoe mitraka sy mijoro amim-pahendrena, dia ny miezaka tsy an-kijanona, manararaotra ny aradalàna, tsy mikely soroka hanohitra ny tahotra, sy ny horohoro eo anatrehan' ny lalàna (27), ka mifady ny tsy aradalàna mba hisorohana ny kendry tohina isan-karazany » (28).

(26) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° du 1er novembre 1945.

(27) Il est question ici de persuader les citoyens malgaches de voter sans crainte pour les candidats de leur choix aux élections législatives de 1951.

(28) *Kintan' i Madagasikara* : « Tokony hiao ve ny fitakiana ny fahaleovantenana ? », N° 68 du 25 avril 1951.

L'ambiance politique de terreur consécutive à l'insurrection est certainement pour quelque chose dans cette attitude de la presse autonomiste qui préconise la légalité en toutes circonstances et qui condamne tout ce qui est contraire aux lois et l'utilisation de la force et de la violence. Cependant, il s'agit non moins d'une constante dans l'attitude de politiciens issus de milieux aisés qui n'ont pas intérêt à ce qu'il y ait bouleversement des structures économiques et sociales existantes.

C'est d'ailleurs ce qui les pousse aussi à adopter une position souple vis-à-vis de la présence française. Ils se sont toujours souciés de démontrer que revendiquer l'indépendance ne signifie pas du tout réclamer le départ des Français. Ce qu'ils rejettent c'est le régime colonial avec ce qu'il a d'opprimant pour les Malgaches. Mais au contraire, ils reconnaissent les bienfaits de la civilisation française, eux et les milieux sociaux dont ils sont issus qui ont bénéficié de la présence française à plus d'un titre et qui ont adopté bien de coutumes importées de la métropole. Certains parmi ces journalistes autonomistes ne sont-ils pas de nationalité française ? En outre, rester dans l'orbite française est aussi inévitable dans la mesure où, une fois indépendant, Madagascar ne pourrait rester longtemps isolé. Il serait vite la proie de la convoitise des autres impérialistes — américains et sud-africains en particulier — ou pire encore à leur avis, il passerait entre les mains de l'U.R.S.S., ce qui serait d'après les autonomistes une véritable catastrophe pour le pays car il perdrait sa liberté. Or « la France c'est la partie de la liberté, pense Lala Rasamoely. La démocratie française peut être considérée comme la meilleure du monde. Les Malgaches savent bien que la France est le berceau du Droit de l'Homme et qu'en France, la voix du peuple, c'est la voix de Dieu » (29). Ce passage nous donne à la fois la vision qu'a cette presse de la France, « patrie de la liberté » et sa conception du futur statut de l'île : une démocratie à l'occidentale.

En tout cas, même lorsque — pour certains journalistes — cette conception du régime politique futur n'est pas encore très claire, une chose est valable pour tous : l'indépendance à leurs yeux, c'est le régime idéal pour les Malgaches, la solution miracle. Elle apportera le remède à tous les maux dont souffrent les autochtones dominés par les Français. Les problèmes qu'un tel régime peut engendrer ne sont guère évoqués par cette presse d'avant 1956. Les politiciens autonomistes pensent que, du moment que ce sont les Malgaches qui sont aux leviers de commande, tout régime d'oppression cessera ; la politique des dirigeants malgaches sera forcément, pensent-ils, une politique visant l'intérêt des Malgaches dans leur ensemble, sans que soient discernés les intérêts divergents entre ces derniers, sans distinguer les classes sociales différentes entre lesquelles ils sont forcément divisés. La seule contradiction qui existe donc c'est celle qui oppose les Malgaches et les colonisateurs. L'indépendance, c'est seulement l'utilisation judicieuse des ressources de l'Etat et du pays pour le bien de tous, c'est aussi la diminution des impôts à payer par tous.

(29) *Kintan' i Madagasikara* : « Ny demokrasia frantsay no tadiavinay eto Madagasikara », N° 4 du 1er février 1950.

Bref, elle procurera bien être et bonheur aux Malgaches dans leur ensemble, c'est-à-dire sans distinction sociale, ethnique ou géographique. Ce sera une indépendance réclamée par tous et pour tous.

L'une des préoccupations majeures de la presse autonomiste est aussi, en effet, de démontrer que ce ne sont pas seulement les Merina qui réclament un statut nouveau mais aussi les habitants des régions côtières. Il s'agit donc à leurs yeux, d'une revendication véritablement « nationale » et non l'apanage des seuls Merina comme le prétend la presse loyaliste (30). L'indépendance est ainsi réclamée par les côtiers comme par les Merina car les uns plus que les autres souffrent de l'oppression coloniale. C'est surtout sur les côtes, *tany lavitr'andriana*, que sont commis les abus de l'administration contre les autochtones. C'est aussi là que se trouve l'écrasante majorité des colons français. Cette idée, la presse autonomiste l'affirme à maintes reprises. Mais surtout, elle abonde en lettres provenant des côtes qu'elle publie pour mieux étayer ses informations. « Les Côtiers ont hâte de prendre en mains leurs affaires intérieures ». Tel est, par exemple, le titre d'une lettre que l'on trouve dans *Kintan' i Madagasikara* du 20 février 1952, et écrite par un lecteur provenant du sud-est de l'île. Cependant il est à remarquer que la notion d'indépendance ne revêt pas la même signification pour tous les Malgaches.

Et pour les journalistes autonomistes, l'existence d'une nation malgache comme d'une unité nationale ne fait pas l'ombre d'un doute. Ce sont déjà des réalités concrètes, palpables même. Ils en veulent pour preuve le fait que tous les Malgaches parlent une langue unique malgré la persistance des dialectes locaux et qu'ils possèdent nombre de coutumes communes. Une telle idée, nous le savons, est rejetée par la presse loyaliste, qui insiste au contraire sur les facteurs de divergence entre Malgaches d'ethnies différentes et qui soutient que la nation malgache n'existe pas encore.

Quant à la conception du futur Etat malgache, *Kintan' i Madagasikara* donne le ton dès 1950. Elle est précisée petit à petit, surtout vers 1956 où les autonomistes sentent proche l'avènement de l'émancipation Madagascar aura un régime républicain, à leur préférence. Ils prennent purement et simplement comme modèle le régime français, rejetant « toute dictature fasciste ou communiste » — ces deux régimes diamétralement opposés sont ainsi jetés dans le même sac —. Ils veulent un régime qui « respecte la liberté et les opinions des citoyens, comme en France, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis » (31). Et comme dans ces pays occidentaux, le pluripartisme est de règle, ce qui correspond bien à la situation de Madagascar en 1956 où les groupuscules politiques abondent aussi bien dans la capitale qu'en province. Ils tiennent aux libertés démocratiques, à la liberté de la presse en particulier, eux qui ont longtemps souffert d'un régime d'étroite surveillance.

(30) Tongalaza qui écrit dans *Voromahery* pense notamment que les Malgaches et surtout les côtiers ne veulent plus entendre parler d'une indépendance pour Madagascar, en octobre 1951.

(31) *Fandrosoam-Baovao* N° 561 du 12 octobre 1956.

Enfin, le groupe des journalistes autonomistes se caractérise par un anti-communisme qui ne s'est jamais démenti pendant cette période. Le communisme est brandi comme un épouvantail devant les Malgaches comme devant les autorités françaises. Ce régime est rejeté par les autonomistes à cause de l'absence de liberté qui y règne à leur avis. La peur du communisme est aussi mise en avant pour persuader la France de la nécessité de changer le statut de Madagascar et d'accorder l'amnistie aux détenus politiques. Le refus de la France de quitter sa politique immobiliste conduirait les Malgaches à se réfugier parmi les communistes (32). L'anticommunisme semble éncore s'intensifier lorsqu'en 1956 et les années suivantes dans une ambiance politique plus libérale, l'équipe des communistes semble gagner du terrain. Alors le groupe des autonomistes dans sa grande majorité (33) mêle ses voix à celle des Catholiques pour fustiger ceux qu'ils qualifient de communistes. «Deux unités doivent se construire : celle des communistes et de leurs sympathisants d'une part, celle des non-communistes et de ceux qui sont opposés aux communistes d'autre part. Il faut que ces derniers s'arrangent pour s'unir, sinon la majorité sera emportée par les communistes aux élections» (34). Cet anticommunisme viscéral des autonomistes s'explique d'ailleurs aisément par leur origine sociale : des capitalistes, *stricto sensu*, et d'une manière générale des membres des couches sociales aisées ne peuvent voir d'un bon œil un régime politique qui les désavantagerait. En outre, élevés dans la civilisation occidentale et imprégnés de celle-ci, ils ne peuvent concevoir leur vie en dehors de cadre où ils se sentent à leur aise. Enfin, le protestantisme qui a formé ces autonomistes a engendré le nationalisme malgache certes, mais un nationalisme modéré voire conservateur qui rejette, comme le christianisme dans son ensemble, toute idée de communisme.

Quant à l'influence exercée par ce groupe des journalistes autonomistes dans la vie politique malgache d'après l'insurrection, elle est difficilement mesurable. Il est vrai que leurs journaux rencontraient un succès certain dans tous les milieux sociaux de la Capitale dans la mesure où l'indépendance est incontestablement une revendication commune à beaucoup de Tananariviens. En outre, ces journaux se diffusent dans bon nombre de régions à Madagascar (35), montrant ainsi que tous s'intéressent au futur statut du pays et que beaucoup de Malgaches lisent ces journaux en qui ils reconnaissent les porte-parole de leurs aspirations, malgré les entraves innombrables jetées par l'Administration coloniale contre ceux qui ne cessent de la critiquer et de remettre en cause le régime colonial. Cependant, cette adhésion des Malgaches à la cause de l'indépendance, cette influence exercée donc par les journalistes autonomistes n'ont

(32) *Kintan' i Madagasikara* N° 190 du 3 septembre 1953.

(33) Il faut exclure de cela l'équipe du *Kintan' i Madagasikara* qui n'hésite pas à s'allier à l'U.P.M. contrôlée par l'équipe des communistes pour former le C.E.A.P.

(34) *Fandrosoam-Baovao* N° 572 du 4 janvier 1957.

(35) Rabearimanana (L.), *op. cit.*, pp. 156-179.

pu se manifester lors des élections qui se sont déroulées du lendemain de l'insurrection jusqu'en 1956, date d'application de la Loi-Cadre. L'ambiance politique était en effet assombrie par la répression consécutive à l'insurrection et les élections étaient loin d'être libres. Seuls pouvaient se présenter les candidats favorables à l'administration. Ce n'est qu'à partir de 1956 que l'ambiance politique change dans les T.O.M. et à Madagascar en particulier. C'est à ce moment seulement que se manifestent au grand jour les aspirations politiques des Malgaches.

Bref si l'on devait retracer les caractéristiques les plus typiques du groupe social des journalistes autonomistes, apparaîtraient les traits suivants : En plus de son origine sociale, le groupe se distingue par un nationalisme incontestable, par sa volonté de restaurer l'indépendance du pays, qui apporterait un régime inspiré du modèle occidental. En outre, l'anticommunisme du groupe se remarque à chaque occasion.

Il est incontestable que le groupe social formé par les journalistes entre 1945 et 1956 ne constitue qu'une faible minorité dans la population d'Antananarivo, et à plus forte raison dans tout le pays. Il est vrai aussi qu'elle ne représente qu'un courant de pensée à l'intérieur de la classe bourgeoise tananarivienne. Cependant, il s'agit d'une minorité agissante. Elle exprime en général à haute voix ce que bon nombre de Tananariviens et de Malgaches disent tout bas. Elle met en forme et explicite ce que ces derniers ressentent de manière plus ou moins confuse. Elle ose braver une administration coloniale décidée plus que jamais à mater toute résistance à la colonisation. Elle répond toujours présente dès qu'il s'agit des questions politiques concernant l'avenir du pays, ou le sort des détenus politiques d'après l'insurrection. Elle se maintient contre vents et marées et ne cesse de lutter pour atteindre son objectif, de sorte que, même au plus fort de la répression — lorsque des condamnations à mort sont prononcées et qu'arrestations et poursuites en justice pleuvent — entre 1948 et 1953 — la voix des partisans de l'indépendance est toujours entendue par les autorités françaises.

Mais cette minorité agissante ne fait que cristalliser l'opinion publique tananarivienne. Elle est aussi entendue dans le reste du pays, quoique dans une moindre mesure et de manière plus ou moins intense selon les régions, selon les couches sociales. Ses organes sont diffusés dans le nord du pays, dans toute la région centrale et même sur la falaise orientale et dans le Sud. En outre, elle fait plus qu'informer ses lecteurs. Elle leur donne une formation politique digne de ce nom : elle leur explique les devoirs des citoyens malgaches, ceux de tous les Malgaches responsables. Et ces derniers ne manquent pas de se renseigner auprès de ces politiciens — journalistes chaque fois que l'occasion se présente. Elle leur montre aussi le fonctionnement des nouvelles institutions. Elle constitue de véritables conseillers politiques pour la partie de la population malgache qui ne veut pas se laisser intimider par l'administration coloniale, pour tous ceux qui ont d'autres ambitions que de louer le régime colonial.

Ce groupe social des journalistes autonomistes, minorité agissante, a joué un rôle de premier plan sur la scène politique malgache; à une certaine période de l'histoire du nationalisme, où les activités politiques étaient considérablement gênées par l'ambiance de terreur consécutive à la répression et où aucun parti politique digne de ce nom ne pouvait exister. Lorsqu'après 1956, la Loi-Cadre est appliquée à Madagascar, l'ambiance politique change. Les journalistes autonomistes, tout en continuant leurs activités en se faisant les porte-parole de ces partis, voient leur rôle diminuer sensiblement. A l'avènement de la République malgache, avec le nouveau régime de la presse de 1959, qui restreint sa liberté, et avec le retour à une vie politique moins active, leur groupe s'intègre très largement à l'AKFM, parti d'opposition au nouveau pouvoir.

RESUME

Les journalistes autonomistes de Tananarive ont constitué le pilier de la lutte nationaliste du peuple malgache après 1947. Le journalisme est en effet le seul moyen d'expression possible pour le nationalisme à cause de la répression consécutive à l'insurrection. Aussi bien leur origine sociale, géographique, que les idées politiques qu'ils défendent montrent l'appartenance de ces journalistes autonomistes au même groupe social : la plupart d'entre eux, les rédacteurs du *Fandrosoam-Baovao*, *Kintan' i Madagasikara*, *Fahaleovantena* par exemple sont les fils de la bourgeoisie tananarivienne. Ils ont été formés par les missions protestantes et n'ont cessé de parfaire leur instruction par la suite – cependant ils n'ont pas reçu de formation spécialisée de journaliste – Cette formation a contribué à développer chez eux les sentiments nationalistes mais en même temps à cultiver un anticommunisme militant.

Ce qui unit aussi ces journalistes autonomistes, c'est leur conception du futur statut de Madagascar : ils revendiquent l'indépendance de leur pays. Ils ont montré les méfaits du régime colonial pour les Malgaches. Mais cette recherche de l'indépendance ne signifie nullement le rejet des Français ni qu'ils se détournent de la civilisation occidentale. Même le régime politique qu'ils envisagent pour Madagascar ne diffère pas de celui des pays occidentaux.

Quant à l'influence de ces journalistes, elle s'étend certainement aux nationalistes de Tananarive dont ils sont les porte-parole. Cependant leurs revendications intéressent nombre de Malgaches de toute l'île puisque l'indépendance n'est pas recherchée par les seuls habitants de la Capitale.

FAMINTINANA

Ireo mpanao gazety teto Antananarivo no tena andry niankinan' ny tolon' ny vahoaka malagasy ho amin' ny fahafahan' ny tanindrazana : ny fitenenana an-gazety mantsy taorian' ny fihetseham-bahoaka tamin' ny 1947 no hany fomba nampisehoan' ny Malagasy ny hetahetam-pony feo amin' ny lafiny politika. Na ny fiaviany ara-tsaranga sy ara-paritany, na ny hevitra politika nasehony sy narovany dia nampisehoany ny muha-iray lasitra azy ireo : ny ankabeazan' ny mpanoratra amin' ny gazety toy ny Fandrosoam-Baovao, Kintan' i Madagasikara, Fahaleovantena dia zanaky ny mpanam-bolan' Antananarivo. Novolavolain' ny misiona protestanta izy ireo ary tsy nitsaha-nanatsara ny fahaizana notovozina tany an-tsekoly – tsy manana fahaizana manokana hanao gazety anefa ny maro – Izany fitaizana azony izany dia nampitsiry sy nampitombo tao aminy ny fitiavan-tanindrazana, kanefa koa nahatonga azy hiady mafy mba tsy hiparitahan' ny « communisme » eto Madagasikara.

Ny itovian' ireo mpanao gazety liam-pahafahana ireo koa dia ny heviny momba ny satan' i Madagasikara : mitady ny fahafahan' ny taniny izy. Naba-



ribariny ny lafiny rehetra maharatsy ny fitondran-janatany ho an' ny Malagasy. Anefa ny fitadiavany ny fahaleovantena ho an' i Madagasikara dia tsy midika velively ho fandroahana ny Frantsay na ny tsy ilan' ny Malagasy intsony ny sivilizasiona tandrefana. Voataiza tamin' izany sivilizasiona izany tokoa mantsy izy ireo, ka ny hany tadiaviny dia ny hitondran' ny Malagasy ny taniny ihany. Na ny fitondrana eto Madagasikara amin' ny fahazoana ny fahaleovantena aza dia mitovy amin' ny any amin' ny tany tandrefana ihany koa no ieritreretany azy.

Raha ny fihanaky ny hevitr' ireto mpanao gazety ireto, mitondra ny teny sy ny hevitra ny tia tanindrazana eto Antananarivo izy, kanefa koa mahaliana ny olona maro eran' ny Nosy ny tarigetra itolomany : ny fahafahan' i Madagasikara.

